

Discours de Gerhard Schröder (Dortmund, 4 juillet 1962)

Légende: Le 4 juillet 1962, Gerhard Schröder, ministre allemand des Affaires étrangères, prononce lors du congrès du Parti chrétien-démocrate (CDU) à Dortmund un discours dans lequel il insiste sur l'importance d'une union politique européenne.

Source: SCHRÖDER, Gerhard. Le monde que nous voulons, Politique intérieure et extérieure de l'Allemagne. Paris: Plon, 1965. 291 p.

Copyright: (c) Editions Plon

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_gerhard_schroder_dortmund_4_juillet_1962-fr-8b1b969b-0252-4b5c-9f14-e8755d2c4410.html

Date de dernière mise à jour: 22/10/2012

Discours de Gerhard Schröder (Dortmund, 4 juillet 1962)

[...]

L'Union Politique ne suit pas automatiquement l'Union Économique. Elle a besoin, au contraire, constamment, de décisions, d'impulsions politiques, et d'une inlassable énergie pour harmoniser le processus d'unification de l'économie avec la politique. Cette harmonisation est nécessaire. Je ne puis me représenter une communauté européenne qui serait une grande puissance sur le plan économique et resterait faible politiquement parce qu'incapable d'une action commune.

Dans cette affaire, il est d'importance vitale que les démarches politiques soient faites au bon moment. Ce n'est pas une question de tactique ou de méthode, c'est une question cruciale qui décidera du succès ou de l'échec de notre grand projet.

Ce bon moment, les Grecs l'appelaient *Kairos*, la divinité qu'il fallait saisir aux cheveux quand on voulait mettre un plan en chantier et le terminer avec succès. Il me semble que nous devons prendre garde que ce génie fugitif ne nous échappe pas et que nous ne laissons pas s'écouler l'heure de l'Europe.

Ce n'est pas un mystère : la forme qui devra unir politiquement l'Europe est encore l'objet de différences d'opinion. Il semble bien qu'on puisse s'entendre plus facilement sur l'organisation économique parce que là les faits et leur évolution sont plus tangibles, plus contraignants ; ils se laissent presque toujours exprimer en chiffres, alors que les faits politiques sont plus difficiles à justifier, les institutions politiques ne montrant, en général, que dans les moments de crise leur fragilité ou leur solidité.

L'histoire a assigné à notre génération la tâche d'unifier l'Europe à une époque où le monde est soumis à de grands bouleversements. La vitesse d'évolution de l'économie, de la technique, de la stratégie et des transports s'accélère sans cesse. Si nous voulons reconnaître à coup sûr le sens de l'histoire universelle, il semble bien que soient réunis tous les symptômes d'une unification politique en progrès et d'une interpénétration toujours plus étroite des nations.

Ce progrès a ses lois propres. Nous ne saurions l'ajuster aux conceptions politiques que nous avons héritées mais nous devons au contraire adapter nos conceptions au progrès si nous ne voulons pas être dépassés. Il n'y a pas que nous qui, dans le monde libre, soyons placés devant cette nécessité. Les communistes le sont aussi qui se voient contraints à une funambulesque danse idéologique pour faire coïncider l'image de notre monde actuel avec celle du monde classique de Marx et de Lénine. Quelques gouvernements communistes ont, entre-temps, ou fraudé la vérité ou sauté le pas.

Le monde libre n'est certes pas ligoté par des dogmes politiques et économiques démodés. Cependant, notre pensée politique s'exprime souvent dans des notions qui ont grandi tout au long de l'évolution historique et dont il est difficile de se détacher, en particulier celles des nations européennes si riches de tradition. Il est nécessaire d'apprécier avec la plus rigoureuse exactitude ce qui, dans ces idées, est essentiel pour nous aujourd'hui et ce dont on peut se passer. Je dis « avec une exactitude rigoureuse » car, utiliser pour l'édification de la nouvelle Communauté Politique Européenne, des idées qui ne sont plus de ce temps et ne sauraient le supporter, serait mettre en danger non seulement cette organisation, mais aussi l'existence de nos peuples dans une crise grave.

Deux grands États européens possédant un brillant passé viennent justement de nous donner un exemple. Mis en présence d'importantes décisions, ils n'ont pas sacrifié leur avenir à la tradition : la France a résolu, non sans sacrifice douloureux, le problème algérien ; l'Angleterre s'est décidée à demander son admission dans le Marché Commun européen.

L'unification politique de l'Europe exige qu'on en paie le prix. Tous les États devront transférer certains de leurs droits à la communauté pourvu que cette communauté ait un sens et qu'elle soit capable d'action. Toutefois, les sacrifices qui doivent être exigés des différents États ne seront certainement pas aussi douloureux que ce que certains pensent.

L'histoire des peuples, leur caractère, leur culture, leur langue, leurs dons, leur expérience politique, la grande diversité de leur art de vivre ne peuvent ni ne doivent disparaître dans une Europe Unie. Au contraire, ces liens étroits devraient les rendre plus florissants. L'Europe, par son unité, ne sera pas appauvrie mais enrichie.

C'est avec une satisfaction toute spéciale que nous voyons la Grande-Bretagne se rapprocher du Marché Commun. Nous savons combien cette décision politique est difficile pour un pays qui a, depuis des siècles, tourné ses vues et sa puissance vers d'autres continents et qui est aujourd'hui encore étroitement uni au Commonwealth. Je veux déclarer ici nettement que le gouvernement fédéral fera tout ce qu'il lui sera possible pour faciliter l'entrée de la Grande-Bretagne dans le cadre des traités.

Nous sommes d'avis que l'évolution historique de la Grande-Bretagne l'a conduite aujourd'hui, avec une invincible puissance, vers la Communauté Européenne afin que cette Communauté devienne le contrefort solide et stable sur lequel l'alliance de l'Amérique et de l'Europe, sur cette rive-ci de l'Atlantique, pourra s'appuyer de façon durable.

[...]